

LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 200

MONTRÉAL, LE JEUDI 4 SEPTEMBRE 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

La cohabitation

Il est des vacillements sur la scène municipale montréalaise qui donnent un éclairage sur les assises de la démocratie urbaine, ou plutôt sur l'interprétation qu'en font les politiciens.

Le maire Pierre Bourque et son administration ne sont pas les seuls à se retrouver en équilibre instable. Le conseil municipal a hérité d'une nouvelle configuration depuis que 13 conseillers de Vision Montréal ont quitté le maire Bourque en deux vagues successives, donnant la majorité des voix à l'opposition.

Une première assemblée du conseil, commencée la semaine dernière, a démontré qu'il est difficile pour les 27 conseillers municipaux d'opposition de mener le jeu sans cafoillage. C'est d'autant plus difficile que le véritable pouvoir du conseil s'est peut-être effrité.

Ainsi, le vote majoritaire du conseil municipal contre la transaction de l'Hippodrome de Montréal n'a pas ému le maire Bourque non plus que le ministre des Finances, Bernard Landry, qui allonge 20 des 35 millions de la transaction. Les deux hommes se retranchent derrière la loi constitutive de Montréal qui statue que la vente de l'Hippodrome doit être entérinée par le comité exécutif. Point à la ligne.

Pour l'instant, la seule réplique de l'opposition majoritaire a été de créer une commission spéciale pour étudier au cours de l'automne la refonte de la Charte de la ville.

Entre-temps, la vengeance est douce au cœur de Pierre Bourque, qui s'est fait servir la même médecine en janvier dernier, alors que la Cour supérieure décidait que les membres du comité exécutif sont inamovibles même s'ils ne sont pas en symbiose avec le maire. Que M. Bourque se sente légitime d'aller de l'avant avec ce dossier est de bonne guerre. Après tout, les démissionnaires de son équipe n'ont-ils pas été élus en toute connaissance de cause sous une même bannière, avec un programme et, semble-t-il, une vision?

Du côté du vice-premier ministre Landry, ce refus de reconnaître la validité de la condamnation morale du contrat par le conseil, la principale instance démocratique de la métropole, risque de laisser un goût amer à Montréal. Que voilà un attitude politique douteuse, surtout que le gouvernement du Québec a plus d'une fois refusé de se mêler officiellement aux débats houleux qui ont eu cours à Montréal depuis l'élection de Pierre Bourque, rappelant que le conseil municipal est là pour diriger la ville. Ce discours ne tient plus.

La façon de faire de Bernard Landry s'apparente à de l'acharnement thérapeutique face à l'industrie moribonde des courses de chevaux, et il n'est pas certain que cela favorise les Montréalais. Le sondage SOM diffusé hier par l'émission *Montréal ce soir* révèle d'ailleurs que 33 % de la population montréalaise estime que seul Québec y trouve son compte (voir autre texte ci-contre). Que voilà un son de cloche révélateur!

À la défense de Québec, force est toutefois de constater que le dossier de l'Hippodrome sert surtout de prétexte à la plupart des démissionnaires de Vision Montréal pour quitter un parti déchiqueté en vue des élections de novembre 1998. La gestion de l'administration Bourque ainsi que les multiples frasques (financement illégal) de Vision Montréal suscitent un intérêt électoraliste.

Les discussions de couloirs, à l'hôtel de ville, tournent d'ailleurs davantage autour d'éventuels candidats à la mairie que sur la défense des intérêts des Montréalais. Il fallait assister mardi dernier au comité plénier — qui a créé une parenthèse de quelque 45 minutes au cœur de l'assemblée du conseil — concernant la reconstruction à prix fort du pont des Îles, pour constater le noble travail de certains élus montréalais.

Seulement vingt d'entre eux, dix de chaque côté de la Chambre, ont participé aux débats. Il y avait donc trente conseillers municipaux à l'extérieur de la salle du conseil à palabrer, à suser les chances de telle personne à déloger Pierre Bourque ou à griller tout simplement une cigarette. Pour le sentiment de responsabilité, on repassera.

Il est devenu évident que chacun cherche plus ou moins publiquement une niche politique pour le prochain scrutin. Si la cohésion entre tous les membres de l'opposition a été difficile à obtenir lors de l'assemblée, nul besoin d'une grande imagination pour voir les divergences qui s'accroîtront avec l'arrivée de personnalités dans la course à la mairie. Ce risque de voir les conseillers d'opposition s'entre-déchirer est latent. Il n'attend qu'un Yvon Lamarre, Liza Frulla ou Jacques Duchesneau, par exemple, pour éclater. Alors là, les rapports de force pourraient être modifiés.

D'ici là, les conseillers municipaux auront à s'assurer que la Ville n'est pas paralysée par une situation politique inhabituelle. À jouer les matamores, des membres de l'opposition pourraient en payer le prix. Au-delà du résultat du vote espéré, la compétence aussi compte.

Si le conseil municipal ne fonctionne pas parce que l'opposition bloque systématiquement les dossiers, la communauté montréalaise cherchera des coupables. Et il est peu probable que l'on pointe le président du conseil, qui, avec son ton exalté, demeure le dernier rempart de l'administration Bourque contre le pouvoir de l'opposition.

MÉTÉO
Montréal Nuageux avec éclaircies. Frais. Max: 16 Min: 7
Québec Ciel variable. Max: 16 Min: 7
Détails, page B 5

INDEX
Agenda B 6 Le monde A 5
Annonces B 6 Les sports B 5
Avis publics B 4 Montréal A 3
Culture B 8 Mots croisés B 6
Économie B 2 Politique A 4
Éditorial A 6 Télévision B 7
www.ledevoir.com

ÉCONOMIE

Pluie de critiques pour la Caisse de dépôt, page B 2



MONTRÉAL

Le Conseil mondial de l'eau voit le jour, page A 3

POLITIQUE



L'Alliance des professeurs refuse tout appui à Marois, page A 4

La présence du Québec à Washington agace Ottawa

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La présence du Québec à Washington agace au plus haut point le gouvernement fédéral. Dans une lettre datée du 16 juillet qu'il a fait parvenir au ministre québécois des Relations internationales, Sylvain Simard, dont *Le Devoir* a obtenu copie, le ministre fédéral des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, se dit inquiet de voir le Québec transformer son bureau de tourisme en délégation of-

ficielle. «C'est toutefois en raison de l'ampleur, écrit M. Axworthy, de la diversité et de la complexité de nos relations avec le gouvernement des États-Unis, ainsi que de la fluidité et de l'extrême hétérogénéité des centres de décision du pouvoir américain que le gouvernement canadien se doit d'être l'unique représentant du Canada dans la capitale américaine. Agir autrement pourrait permettre à certains groupes américains d'exploiter nos différents points de vue.»

La porte-parole du ministre Axworthy, Patricia Bédard, affirme que ce n'est pas le cas du conseiller québécois aux

affaires nationales qui est en cause. Celui-ci est basé à New York, mais il fait régulièrement la navette en direction de la capitale américaine. Il s'agit plutôt d'une nouvelle demande de visa faite par le Québec pour un employé supplémentaire au bureau du tourisme qui pose problème.

«Il faut que le ministère des Affaires étrangères à Ottawa approuve ce genre de demande, explique Mme Bédard. Il

VOIR PAGE A 8: WASHINGTON

La faim



Ces jeunes réfugiés palestiniens se lancent dans un sit-in et une grève de la faim à Beyrouth afin de protester contre les compressions dans les services sociaux, l'éducation et la santé réalisées à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Cette agence, située tout près, a en effet décidé de réduire les services offerts aux réfugiés.



Kathleen Lévesque

Jouer les matamores pourrait coûter cher à l'opposition

Laïcisation des écoles

Des dossiers séparés pour Québec et Terre-Neuve

Ottawa entend agir rapidement

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le gouvernement fédéral entend procéder rapidement pour étudier et adopter les amendements constitutionnels en faveur de la laïcisation des écoles de Terre-Neuve et du Québec. Il n'est pas question, cependant, de lier les deux dossiers.

Contrairement à ce que craignait Québec, les projets d'amendement mis de l'avant par les deux gouvernements provinciaux seront traités séparément, a confirmé au *Devoir* le ministre des Affaires intergouvernementales Stéphane Dion. «On ne compte pas lier les deux. La méthode du premier ministre est de considérer chaque dossier à son juste mérite», a-t-il dit hier.

La procédure d'adoption que suivra Ottawa pourrait aussi varier quelque peu, car les deux propositions n'ont pas suivi le même cheminement. Dans le cas du Québec, le fédéral a indiqué au printemps dernier qu'un comité parlementaire mixte du Sénat et de la Chambre des communes se pencherait sur la résolution. «Il y aura une [commission parlementaire] parce qu'il n'y en a pas eu à Québec. Il n'y a eu ni commission parlementaire ni référendum. Ils ont beaucoup consulté, mais avant de proposer un amendement constitutionnel. Nous



Stéphane Dion

VOIR PAGE A 8: DOSSIERS

Sondage SOM-Montréal ce soir

Le transfert de 500 millions était inévitable, estiment les Montréalais

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le leadership du maire Pierre Bourque est jugé si faible face au gouvernement du Québec que les Montréalais se montrent résignés de voir le transfert de 500 millions aux municipalités se réaliser.

Dans un sondage SOM diffusé hier par l'émission *Montréal ce soir* à Radio-Canada, on a vu que 68 % des Montréalais estiment que le pelletage gouvernemental, qui représente une facture de 47 millions pour la Ville de Montréal, est inévitable. Les répondants ne sont que 16 % à croire que les municipalités peuvent lutter efficacement contre cette facture dont elles hériteront à compter de janvier prochain.

Ce renoncement des Montréalais semble découler directement du manque de leadership de M. Bourque. Les participants au sondage jugent à 15 % que le maire de Montréal est un leader fort alors qu'ils sont 77 % à porter le jugement contraire. Cette insatisfaction est d'ailleurs encore plus grande chez ceux qui reconnaissent avoir voté pour le chef de Vision Montréal en novembre 1994: 82 % trouvent le leadership de M. Bourque faible.

Le geste du gouvernement, qui a généré moult remous tout au cours de l'été — une manifestation des employés municipaux syndiqués est d'ailleurs prévue ce matin devant les bureaux du premier ministre Lucien Bouchard à Montréal — suscite de l'inquiétude dans la population montréalaise. Parmi les répondants, 40 % se disent très in-

VOIR PAGE A 8: SONDAGE

Des témoins devenus détectives privés

«Les photographes sont coincés entre la mise en scène et le vol», dit Raymond Depardon

La mise en accusation de six photographes relativement au décès de la princesse Diana a entraîné hier une riposte des agences françaises de photojournalisme, qui se sont insurgées contre la recherche à tout prix de coupables. Photographe de formation, cofondateur de l'Agence Gamma, Raymond Depardon a fait part de ses états d'âme au *Monde*. Cinéaste de fiction (notamment du lancinant *Une femme en Afrique*) et documentariste de haut vol, ce Français a signé de percutants documentaires sur les dessous de la justice française, notamment *Délits flagrants*. Son regard de témoin est l'un des plus aiguisés de nos sociétés contemporaines.

PROPOS RECUEILLIS
PAR MICHEL GUERRIN
LE MONDE

«**Q**ue vous inspire la polémique sur les paparazzi? — J'ai refusé de m'exprimer pendant deux jours parce que, plutôt que de hurler avec les loups, j'essaie de comprendre. Il était tout à fait absurde de vouloir se cacher que de vouloir photographier. Et si l'événement avait été filmé, choquerait-il autant? Je ne crois pas. Une photographie nous rend voyeurs, fait appel à la mémoire subjective, excite l'imaginaire, alors qu'une image filmée enregistre. Je trouve étrange, dans cette affaire, le silence des cameramen, sans doute parce qu'ils sont «tenus» par les chaînes de télévision. Ces dernières sont pourtant bien plus dominantes que la photographie, elles sont sur les faits divers, planquent comme les paparazzi, mais le photographe sera toujours plus critiqué, car le public reçoit son image comme une agression.

Vous avez pris de nombreuses photos de paparazzi? — J'ai planqué Brigitte Bardot à Megève. J'avais dix-sept ans et j'étais mort de honte. C'est un engrènement. On est jeune, on rêve du métier de reporter, on a besoin de croquer, on est manipulé. J'ai aussi poursuivi en voiture Liz Taylor ou Sophia Loren. Mais le plus souvent, on attendait les vedettes sur le trottoir, à la sortie des boîtes de nuit. Le métier n'avait rien à voir car les tarifs de vente étaient dérisoires.

Défendez-vous le métier de paparazzo? — Il y a deux façons de voir les choses. La première est de savoir quelle image nous voulons de ceux qui sont influents dans le monde. Les vedettes ont mis en place tout un système de communication pour faire écran avec le monde réel et imposer leur image dans les médias. Rien ne doit leur échapper. Il y a quelque chose de fascinant là-dedans. Même les politiques sont tombées dans ce système. Ces photos posées, je les refuse viscéralement, elles tuent la subjectivité du regard, elles n'ont pour moi aucune valeur — mis à part les portraits de Richard Avedon. Face à ce système, les paparazzi sont les seuls emmerdeurs, les rares témoins qui tentent de briser une image que l'on veut nous imposer.

«Les paparazzi sont les rares témoins qui tentent de briser une image que l'on veut nous imposer»

En même temps, de véritables voyous font vivre un enfer à certaines personnalités. Par quelle folie peut-on prendre des photos de Lady Di mourante dans une voiture? — Parce qu'il y en a toujours un qui déclenche

VOIR PAGE A 8: PHOTOGRAPHES

■ Les reporters-photo ripostent, page A 5

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Le grand tout

CABARET COCONUTS

Le Cabaret du Casino
Du 3 septembre au 26 octobre

LOUISE LEDUC

LE DEVOIR

D'entrée de jeu, l'animateur, déguisé en Groucho Marx, nous situe: nous ne nous trouvons plus au Casino de Montréal mais nous sommes transportés au Cabaret Coconuts, le plus grand de l'histoire du music-hall.

Dans le programme, il est spécifié que cette revue musicale fera revivre, «pour notre plus grand plaisir, une pléiade de stars du music-hall et du cinéma, ainsi que des personnages légendaires de notre siècle, dans un décor évoquant les célèbres cabarets cubains.»

Des décors? Où ça? Pour seule toile de fond, un rideau transparent. Côté cour, côté jardin, des rideaux rouges. Les accessoires? A peu près absents. Le metteur en scène, l'Argentin Alfredo Arias, ne s'est pas aidé. Les notes de presse nous incitaient à oublier les impératifs de la vraisemblance historique. Peut-être Edith Piaf et Marlène Dietrich ne se sont-elles jamais rencontrées au Coconuts, mais qu'importe!

Non, ce spectacle n'allait pas être vraisemblable. Quelques minutes après le début, le gérant du Coconuts saisit un téléphone sans fil, — bien avant l'heure! — pour inviter des artistes à chanter n'importe quoi, de Femmes je vous aime (interprété par une espèce de Dracula) à Ne me quitte pas, en passant par Don't cry for me Argentina et Quand on n'a que l'amour. Il faut surtout souligner en passant le courage d'une chanteuse dont on taira le nom qui s'est mesuré à Caruso. C'était à s'ennuyer de Lara Fabian.

Côté stepettes, il y en avait aussi pour tous les goûts, de la claquette au tango. A part dans les cours de danse sociale, rarement partenaires n'aurait cependant autant fixé leurs pieds. Entre autres scènes mémorables, notons celle où un interprète épluche amoureusement une banane pour la donner ensuite à sa belle. Il y a aussi ce moment inoubliable où, pendant l'interprétation de La Mer, la chanteuse berce un poisson en plastique. Dans la salle, le public s'est esclaffé, mais nous ne saurons jamais si la scène se voulait comique.

Il paraît qu'un Elvis est venu sur scène. Bien malins ceux qui l'auront reconnu.

Inutile de s'étendre davantage. Pourquoi parler en long et en large de ce navet qu'aurait commandé la princesse Caroline de Monaco à Alfredo Arias? Ne retenez qu'une chose: dans ce contexte, les machines à sous, c'est franchement plus instructif.

Haro sur l'Alzheimer

Ottawa (PC) — Le ministre fédéral de la Santé sollicite l'aide internationale pour déterminer s'il existe un lien entre la maladie d'Alzheimer et la présence d'aluminium dans l'eau potable. Le ministre a invité des spécialistes en toxicologie des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Australie et de Norvège à mettre sur pied une étude internationale pour éclaircir la question, depuis longtemps sujet de controverse. La principale question est de savoir si les gouvernements devraient imposer des limites à la présence d'aluminium dans l'eau potable. De telles limites obligeraient les municipalités à apporter de coûteux changements à leurs usines de traitement de l'eau, qui utilisent l'aluminium pour éliminer les particules de débris de l'eau potable.

Déraillement meurtrier

Biggar (PC) — Une personne est morte et 66 autres ont été blessées dans le déraillement d'un train de passagers de Via Rail survenu dans la nuit de mardi à hier, en Saskatchewan. Le train intercontinental, qui transportait 193 passagers et 29 membres d'équipage, effectuait la liaison Toronto-Vancouver quand il s'est renversé sur une portion en droite ligne de la voie ferrée près de Biggar. Le train, baptisé le Canadien, est particulièrement populaire auprès des touristes, et la moitié de ses passagers vient de l'extérieur du Canada. Le porte-parole de Via Rail, Ian Thomson, a déclaré que la voie ferrée où l'accident s'est produit avait été inspectée la veille et qu'elle avait été jugée sécuritaire.



S.V.P. Assurez-vous
que ce papier journal
soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés
au 2050, rue de Bleury, 9^e étage,
Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet de *Le Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique devoir@cam.org
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par *Le Devoir Inc.* dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

WASHINGTON

« Nous représentons tous les Canadiens à Washington »

SUIITE DE LA PAGE 1

n'y a rien d'exceptionnel là-dedans. Nous représentons tous les Canadiens à Washington, incluant les Québécois. Un employé occasionnel, comme le conseiller aux affaires nationales, peut être présent à Washington, mais pour une augmentation de personnel, cela pose un problème de visas.»

A cette inquiétude du gouvernement fédéral, le porte-parole du ministre des Relations internationales, Daniel Amar, répond qu'il s'agit d'un dossier qui est pourtant considéré comme clos à Québec.

«Une demande de visa diplomatique a effectivement été faite dans le but d'envoyer à Washington un secrétaire venant d'ici, dit-il. Devant le problème que cela représentait, on a simplement embauché une personne de là-bas. Mais le gouvernement fédéral a perçu notre geste comme une tentative de renforcement de notre représentation diplomatique.»

Dans sa lettre, usant d'un ton très «diplomatique» justement, le ministre canadien des Affaires étrangères dit craindre en fait que le gouvernement québécois installe de façon permanente à Washington une délégation pour représenter le Québec auprès du gouvernement Clinton.

«Je m'opposerais à ce que, se servant du bureau du tourisme à Washington, certains de vos représentants s'y installent et œuvrent en permanence comme s'il s'agissait d'une délégation pour exercer des fonctions de représentation du Québec auprès des autorités américaines.»

Se basant sur des directives établies en 1988 par son

ministère sur l'unicité de la présence canadienne à Washington, M. Axworthy invite plutôt le Québec à utiliser les services d'un conseiller de l'ambassade canadienne à l'avenir pour défendre ses intérêts. Il termine sa lettre en convoquant les fonctionnaires canadiens et québécois à une rencontre qui devrait déterminer «les mesures à prendre pour que la politique de la représentation du Canada à Washington soit maintenue.»

La porte-parole du ministre Axworthy, Patricia Bédard, ajoute qu'il existe dans la politique étrangère canadienne une «procédure spécifique pour les États-Unis, notre plus important partenaire économique.»

Le Québec ne pourrait donc pas y ouvrir une délégation officielle comme il l'a fait en France. D'ailleurs, le ministre Axworthy ne compte pas contester la situation particulière du Québec eu égard à l'Hexagone, mais, note Mme Bédard, «il est important que le Canada parle d'une seule voix aux États-Unis pour ne pas créer de confusion.»

L'Alberta est la seule autre province qui possède un bureau et un employé à Washington. «Mais ce n'est pas un représentant du gouvernement albertain, précise la porte-parole des Affaires étrangères. Il s'agit d'une personne de nationalité américaine s'occupant de questions touristiques.»

Au cabinet du ministre des Relations internationales du Québec, on dit ne pas comprendre l'inquiétude du ministre Axworthy. Il y a un mois, le ministre Sylvain Simard

a répliqué, également par voie de lettre et sur un ton tout aussi «diplomatique», que «le gouvernement du Québec estime essentiel de devoir répondre aux demandes qui lui sont soumises et aux questions qui lui sont formulées, sans pour cela remettre en question le rôle du gouvernement du Canada auprès du gouvernement des États-Unis.»

En précisant que le Bureau du tourisme québécois à Washington ne mine en rien «l'unicité de la présence canadienne», M. Simard souligne que le conseiller québécois aux affaires nationales a, quant à lui, collaboré à plusieurs reprises avec l'ambassadeur du Canada et sa conseillère aux relations fédérales-provinciales. Il se déclare donc «perplexé» devant l'inquiétude que manifeste le ministre Axworthy.

«Vous reconnaîtrez d'emblée, écrit le ministre Simard à son homologue fédéral, qu'en aucun moment, nos fonctionnaires aux États-Unis n'ont tenté d'exploiter à l'avantage du Québec des situations délicates ou encore de tirer profit des divergences d'opinion entre le Canada et les États-Unis.»

Toutefois, M. Simard ajoute que le mandat du représentant du Québec à Washington reste clair.

«[...] les objectifs que poursuit le gouvernement du Québec, tant à Washington que sur l'ensemble du territoire des États-Unis, consistent à défendre et à promouvoir les intérêts du Québec dans les secteurs économique, social, culturel, de même que dans le cadre des affaires publiques et académiques.»

PHOTOGRAPHES



SUIITE DE LA PAGE 1

et les autres suivent pour ne pas se faire engueuler par leur agence. De témoins, ils sont devenus des détectives privés. Mais ceux que je trouve les pires, ce sont les paparazzi de faits divers. Les vedettes peuvent se défendre, pas les gens modestes.

Entre la photo officielle et l'image volée, une troisième voie?

— C'est tout le problème. Les photographes sont coincés entre la mise en scène et le vol. Jamais on n'autorise un photographe à aller sur le tournage d'un film avec des acteurs réputés, sans contrôle ni censure. Tant qu'on n'aura pas brisé ce carcan, le métier de paparazzo trouvera des défenseurs.

Cette image différente des stars et même des hommes politiques, on la perçoit dans *Reporters*, votre film documentaire tourné en 1980.

— Parce que j'ai donné de la durée à l'image. Dans *Reporters*, on voit d'ailleurs l'acteur Richard Gere se faire poursuivre par deux paparazzi. Furieux, il s'arrête devant un commissariat. Le photographe, Francis Apesteeguy, interpelle un policier en lui disant qu'il ne va pas prendre le parti d'un acteur qui gagne des milliards. Gere accepte alors une photo avec ses lunettes noires, mais le photographe lui rétorque qu'avec les lunettes la photo ne vaut pas un rond. Cette scène montre les enjeux financiers mais aussi l'ambiguïté des stars. En fait, tout cela est dérisoire et fait partie de notre temps: il n'y a pas des bons et des méchants, mais du fric.

On rejette parfois la responsabilité de ces images sur la curiosité des lecteurs.

— L'argent ne tient pas. Tout photographe doit se sentir responsable de ce qu'il produit. Nous avons des comptes à rendre au public et ne devons pas, comme certains, nous considérer comme étant au-dessus des lois au nom de la liberté de la presse. A chacun de définir où commence et où s'arrête son travail d'information. Le téléobjectif, par exemple, je l'ai abandonné depuis longtemps. C'est une barrière morale que je m'impose. Si une star du cinéma vient à Paris, comment traite-t-on le sujet? Cette exemplarité vaut pour tous les journalistes, y compris de

télévision, mais aussi pour les personnalités.

On en est loin.

Les photographes de *Gamma*, *Sigma* et *Sipa* ont été interpellés. Vous avez dirigé *Gamma* entre 1973 et 1975. Quelle est votre réaction?

— Je suis un peu triste. Si *Gamma* doit être obligée de faire des images comme celles-là pour survivre, alors mieux vaut arrêter l'agence et repartir sur d'autres bases. A mon époque, on faisait des photos de vedettes, mais c'était mineur. J'ai défendu ces agences qui ont inventé un photojournalisme à la française et je me demande de ce que les photographes faisaient dans ce tunnel. Ou alors je me trompe. Diana est peut-être devenue l'histoire la plus importante de ces dix dernières années. C'est étrange, la valeur d'une information, surtout quand on la traduit en images. Quand j'ai poursuivi comme paparazzo le duc de Windsor au golf de Saint-Cloud parce qu'il avait renoncé au trône pour se marier, est-ce que c'était important?

Nombre de personnalités demandent une loi plus sévère. — Ce serait dangereux. La législation actuelle est déjà très contraignante. Il est devenu quasiment impossible de prendre des photos dans la rue comme l'ont fait Cartier-Bresson, Brassai ou Doisneau. Le public aime regarder ces témoignages d'une époque qui souvent ont été pris sans l'accord des gens. Une loi plus dure hypothéquerait un peu plus notre mémoire collective. Je me fais régulièrement engueuler quand je prends des photos dans la rue.

Les photographes ont-ils raison de s'inquiéter pour leur image dans l'opinion?

— C'est certain. Mais on n'a jamais autant parlé de leur rôle, de leurs photos, leurs employeurs, la presse qui les publie, le public qui les regarde, les liens avec la télévision... Tant mieux si les gens comprennent un peu mieux le système. Ce qui est dangereux, c'est la volonté que je sens chez certains à vouloir répartir les photographes entre les bons et les méchants. Nous voulons tous un peu de photos, c'est inhérent au procédé. L'essentiel est ailleurs: quelles sont les images qui font l'histoire? Que vaudront toutes ces photos dans quelques années. Est-ce que ça valait la peine de les prendre? Je ne pense pas que ce soient les préoccupations des paparazzi.»

SONDAGE

SUIITE DE LA PAGE 1

quiets et 35 % assez inquiets. Seulement 18 % des personnes interrogées se montrent peu ou pas du tout inquiètes et 7 % ne savent pas.

Et bien que Québec ait établi comme objectif que les municipalités ne devraient pas hausser les taxes foncières pour absorber les 500 millions, 84 % des Montréalais croient que leur compte de taxes grimpera. Peu importe s'ils sont locataires ou propriétaires, cette crainte est présente. Tant et tellement d'ailleurs que seulement 11 % des répondants ne pensent pas subir de hausse de taxes.

Outre ce dossier, qui est toujours en négociation, non pas sur l'échéance de 1998 ni sur l'ampleur de la facture, mais plutôt sur les façons d'absorber les 500 millions, le sondage SOM s'est attardé au leadership de Pierre Bourque face aux autres municipalités. Là encore, le maire de Montréal n'a vraisemblablement pas la cote. Il est jugé un leader faible par 61 % des répondants alors qu'ils sont 24 % à penser le contraire.

Il est vrai qu'au cours des derniers mois, les relations entre Montréal et les villes voisines ont davantage suscité des tiraillements que de l'harmonie. Plusieurs dossiers le démontrent.

Ainsi, dans le dossier du transfert de 500 millions, Montréal s'est isolé de son entourage immédiat, réclamant avec cinq autres villes, dites villes-centres (Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi et Hull), une fusion de

certaines municipalités pour renforcer le cœur de la région. Du coup, des tensions ont publiquement éclaté au sein de l'Union des municipalités du Québec.

Quant à la mise en place de la Commission de développement de la métropole, qui doit normalement voir le jour sous peu, Montréal n'était pas sur la même longueur d'ondes que les municipalités environnantes. Coincée dans un étai financier et en attente d'un pacte fiscal qui viendra qu'à l'automne, la Ville de Montréal s'est montrée peu critique.

Sur la question économique, les Montréalais sondés ne font pas confiance à Pierre Bourque, et ce dans une proportion de 77 %. Seulement 18 % des répondants disent faire confiance au maire de Montréal pour relancer l'économie.

Pour ce qui est de l'épineux dossier de l'Hippodrome, qui a provoqué une débâcle au sein même de l'équipe de M. Bourque, qui a perdu la majorité au conseil municipal, 33 % des participants au sondage disent que la vente ne favorise que le gouvernement du Québec. 37 % croient que Montréal et Québec y trouvent leur compte, alors que 12 % pensent que seul Montréal en tire un bénéfice.

Ce sondage SOM a été réalisé entre les 22 et 26 août derniers. Cinq cents entrevues ont été complétées. La marge d'erreur est de 4,8 %. Une deuxième tranche de ce sondage, concernant notamment la popularité de Pierre Bourque en vue des prochaines élections, sera diffusée ce soir.

DOSSIERS

« Il n'y a aucune raison de changer notre point de vue »

SUIITE DE LA PAGE 1

sommes d'avis qu'un amendement constitutionnel introduit tout de suite une autre dimension. L'opposition officielle à l'Assemblée nationale a d'ailleurs demandé qu'il y ait une commission parlementaire. Alors il y en aura une à Ottawa du fait qu'il n'y en a pas eu à Québec», a réitéré M. Dion.

Le gouvernement fédéral avait déposé une résolution en ce sens le printemps dernier, mais elle est morte au feuillet au moment de la dissolution du Parlement. Elle devra être déposée de nouveau à la reprise des travaux parlementaires.

Cette résolution reprenait le texte de l'amendement constitutionnel adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale et demandant de soustraire Québec à l'obligation de maintenir des commissions scolaires confessionnelles à Montréal et Québec. Ottawa n'entend pas remettre ce consensus en question. «Il n'y a aucune raison de notre part de changer notre point de vue», a insisté Stéphane Dion.

Le projet de loi créant les nouvelles commissions scolaires au Québec a déjà été adopté en juin. Les libéraux l'ont appuyé après que le gouvernement péquiste eut accepté de le modifier pour permettre aux citoyens sans enfant de voter à la commission scolaire de leur choix — sans pour autant modifier les règles d'accès à l'école anglaise pour leur éventuelle progéniture.

Cette loi, la loi 109, prévoit la création d'un régime transitoire qui maintient des droits confessionnels à Montréal et à Québec. La loi stipule que ce régime disparaîtra dans l'année qui suit l'amendement constitutionnel.

Il y a donc une certaine urgence à agir: l'amendement constitutionnel doit être adopté par Ottawa avant le 31 décembre pour que le régime confessionnel transitoire disparaisse en 1998. La loi prévoit déjà la tenue d'élections scolaires en juin prochain au Québec, et la mise en place définitive des nouvelles commissions scolaires pour la rentrée de septembre 1998.

Dans le cas de Terre-Neuve, on ignore encore si Ottawa tiendra des audiences publiques. Le ministre doit d'abord consulter ses collègues du cabinet, mais il note que Terre-Neuve a déjà tenu des audiences, un long débat et un référendum, confirmant ainsi l'existence d'un consensus assez large.

La population terre-neuvienne a en effet entériné mardi, par voie de référendum et pour la deuxième fois en autant d'années, un projet de déconfessionnalisation du système scolaire de la province.

Terre-Neuve a un système scolaire unique au pays, protégé par une disposition particulière de la Constitution, qui permet de maintenir quatre grands réseaux scolaires divisés selon les confessions religieuses, avec 230 conseils scolaires, chacun ayant parfois son école dans des villages trop petits pour remplir les classes. Plusieurs Églises y détiennent le droit exclusif de gérer les écoles, de déterminer les programmes et d'embaucher ou de licencier les professeurs.

Depuis les années 60, plusieurs rapports ont recommandé de mettre fin à ces dédoublements et à ce gaspillage, le dernier en date paru en 1992. C'est à la suite de ce rapport que le gouvernement libéral de Clyde Wells a décidé de négocier avec les Églises une réorganisation du système scolaire qui aurait mis fin au caractère confessionnel des écoles tout en laissant aux religieux un mot à dire sur certains aspects du programme scolaire.

Après trois ans d'efforts, il a déclaré forfait. En 1995, il s'est tourné vers la population qui a endossé, avec une mince marge, son projet d'amendement constitutionnel. Malgré des réserves du Sénat, Ottawa a adopté la proposition, permettant ainsi à la province d'entreprendre la réforme de son système d'éducation.

Tout devait être en place pour la rentrée 1997, mais c'était sans compter sur l'opposition farouche des Églises catholique et pentecôtiste. Ces dernières ont obtenu une injonction, en juillet dernier, qui a tout paralysé et poussé le premier ministre Tobin à tenir un autre référendum au cours duquel il a obtenu l'appui de 73 % des électeurs. Il faut toutefois noter que seulement 53 % d'entre eux se sont rendus aux urnes.

M. Dion a tenu à préciser que la tenue d'un référendum n'était pas une condition préalable à la coopération d'Ottawa mais que cela donnait un bon indice de consensus. «Ce qu'on peut dire pour aujourd'hui, c'est que lorsqu'on arrive avec un vote de 73 %, c'est encourageant comme consensus clair, d'autant que les premières analyses — il faudra regarder de plus près — montrent un appui raisonnable chez les minorités touchées», a-t-il noté.

Il a fait remarquer qu'il voulait attendre le texte de la résolution constitutionnelle et le résultat du vote à l'assemblée législative avant de tirer une conclusion définitive.

Le gouvernement de Terre-Neuve prévoit débattre de la question demain et vendredi, et dès la semaine prochaine il prévoit envoyer à Ottawa une demande formelle d'amendement constitutionnel qui sera adopté au parlement vendredi.

Terre-Neuve presse également Ottawa d'agir parce qu'elle veut tenir des élections scolaires au plus vite pour officialiser son nouveau système scolaire en 1998.

Avec Paul Cauchon

LE DEVOIR

LES SPORTS

Flushing Meadow

Premier carré d'as pour Davenport

STÉPHANE GHAZARIAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — L'Américaine Lindsay Davenport, tête de série n° 6, s'est qualifiée pour la première demi-finale en Grand Chelem de sa carrière, hier à l'US Open, en battant la Tchèque Jana Novotna (n° 3), 6-2, 4-6, 7-6 (7/5), au terme de deux heures et demi de suspense.

Malgré le vent balayant le central, Davenport et Novotna, partenaires de double, ont offert un spectacle riche en rebondissements au grand régal du public, qui s'est rapidement rangé derrière la Californienne.

Les deux jeunes femmes ont eu chacune leur chance d'empocher le billet pour le carré final avec Davenport ne puisse enfin conclure le jeu décisif sur un coup droit croisé.

L'Américaine prit la première option, menant un set à zéro, 4-1 dans le suivant et trois occasions d'ajouter un cinquième jeu. «J'ai commis hélas quelques fautes et elle a réussi quelques coups superbes et ce fut donc plus difficile qu'espéré», commentait Davenport d'une voix enrouée par un petit rhume.

Novotna défendait chacune de ses chances pour refaire son retard et prendre l'avantage 5-4 sur un break. C'est elle qui s'offrait alors une balle de match, après quatre occasions de break pour Davenport, mais la Tchèque devait concéder sa mise en jeu sur la cinquième occasion.

Davenport plus agressive

L'Américaine inscrivant alors son service sur un jeu blanc et enchaînant sur une balle de match sur la mise en jeu adverse. Mais Novotna se battait bec et ongles, enchaînant coup droit décroisé, plongeant au filet et coup droit gagnant pour égaliser et entraîner la partie au jeu décisif.

À ce jeu encore, l'avantage changeait de camps, un peu selon le souffle du vent qui perturbait notamment le service, provoquant la cinquième double faute de Davenport. Mais celle-ci était la plus agressive tandis que les coups de Novotna se prenaient dans les mailles du filet.

Lindsay Davenport ne manquait pas sa seconde balle de match, faisant ainsi le bonheur de maman et des milliers d'Américains. La Californienne pouvait ainsi rêver d'ajouter un grand titre aux lauriers olympiques d'Atlanta.

Pour cela, il lui faudra franchir un obstacle de taille: la gagnante de la rencontre opposant la Suissesse Martina Hingis, n° 1 mondiale, à l'Espagnole Arantxa Sanchez, lauréate ici-même en 1994.

L'Américaine a gagné trois fois en six confrontations avec Hingis, dont une victoire à Los Angeles le mois dernier. Elle s'est inclinée 5 fois face à Sanchez, mais remporté les deux derniers duels dont celui des Jeux.

Omnium canadien de golf

Le Royal Montréal ne fait que des heureux... en attendant

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

LE-BIZARD — Les vedettes du golf professionnel ne seront pas conviées à une simple promenade lors de l'omnium canadien Bell dont le premier parcours sera disputé, aujourd'hui, au club Royal Montréal.

De l'avis de Davis Love III, récent vainqueur du championnat de la PGA, et de Justin Leonard, gagnant du British Open, le Royal Montréal représente un test majeur.

L'herbe longue, les petits verts ondulés, le vent et le froid sont autant de difficultés auxquelles les meilleurs joueurs au monde seront confrontés au cours des quatre prochains jours.

Le gagnant, croient-ils, sera celui qui aura fait preuve de patience et qui aura bien géré son jeu. Comme dans les grands rendez-vous.

Hier, lors du pré-am, Love a joué 78 et Leonard, 70, la normale.

«C'est un parcours long et difficile, dit Love, qui ne s'est pas risqué à un pronostic. L'herbe est tellement longue qu'il est impératif de maintenir la balle dans l'allée.»

Selon Love, le Royal Montréal ressemble au fameux parcours de Winged Foot, théâtre du championnat de la PGA.

«Des arbres bordent les allées et les fosses de sable protègent bien les verts. De plus, il est important de loger sa balle du bon côté du vert.»

«Les normales cinq sont difficiles d'accès en deux tandis que les courtes normales trois exigent beaucoup de précision», précise-t-il.

Love a insisté sur le plaisir qu'il éprouve à jouer un parcours porteur d'une longue tradition.

«J'aime ces parcours plus traditionnels. Ils ont du style. Le terrain et la nature ne font qu'un.»

«Au golf, les traditions se perdent graduellement, poursuit le golfeur de la Caroline du Nord. Aujourd'hui, aucun

golfeur n'utilise de «driver» en bois. Je pense avoir été un des derniers.»

Leonard se plaît également sur les allées du Royal Montréal.

«C'est un parcours formidable. Ici, rien n'a été construit. On a dû couper quelques arbres et tondre le gazon, c'est tout.»

Loin de Glen Abbey

Tous les golfeurs semblent heureux de se retrouver à Montréal. Ils sont presque unanimes à souhaiter que l'omnium canadien soit présenté chaque année sur un parcours différent.

«J'ai beaucoup entendu parler de ce parcours, dit Love. Je pense que le Royal Montréal rend le tournoi encore plus excitant.»

«Le fait que le tournoi ait quitté Glen Abbey lui donne les allures d'un majeur. Ça hausse le championnat à un autre niveau.»

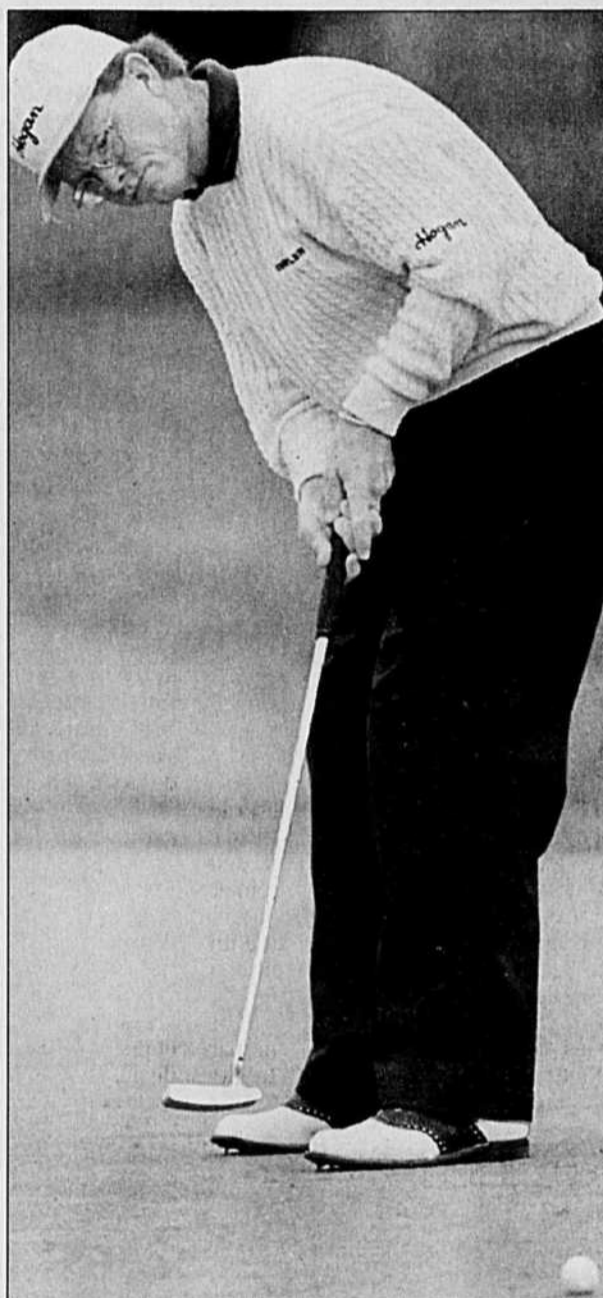
Leonard classe l'omnium canadien parmi les 10 plus importants tournois de la saison.

«J'avais décidé de venir au Royal Montréal en octobre dernier. On m'en avait dit beaucoup de bien. Et puis c'est une excellente idée d'organiser le tournoi sur un parcours différent. Je crois que le tournoi en profite tout comme la ville et la région.»

L'an prochain, le tournoi retournera à Glen Abbey. Mais selon le directeur général des championnats professionnels, Bill Paul, un système d'alternance entre Toronto et Montréal n'est pas à exclure au cours des années à venir.

L'Association royale de golf du Canada ne cache pas sa joie face aux succès populaires et financiers de l'édition 1997.

Il sera toutefois question de gros sous lors des prochaines réunions puisque Glen Abbey appartient à l'ARGC qui n'a pas à partager les profits avec un club privé.



Tom Kite au 17^e vert hier

RYAN REMIORSZ PRESSE CANADIENNE

Grand Prix d'Italie

Ferrari compte sur un allié

Monza (AFP) — Monza s'apprete à vibrer, les tifosi à nourrir un formidable espoir pour Ferrari. Mais, les supporters italiens pourraient bien fêter l'un des leurs, Giancarlo Fisichella (Jordan-Peugeot), dimanche au Grand Prix d'Italie de Formule 1.

Si jamais cette épreuve s'avérait difficile pour Ferrari, pour Michael Schumacher, sur le rapide tracé milanais, le jeune pilote italien est en effet à même de se révéler un allié de poids pour la Scuderia, pour le pilote allemand, dans la course au titre mondial.

Jordan-Peugeot paraît de taille à barrer la route du succès à Williams-Renault, à Jacques Villeneuve. Ralf Schumacher et Fisichella se sont d'ailleurs montrés les plus rapides de la semaine passée lors des essais privés sur le circuit italien. Et Fisichella, quatrième à Imola, troisième au Canada et deuxième il y a quinze jours à Spa, est prêt à obtenir, sur ses terres, sa première victoire. Plus encore que son coéquipier.

«J'arrive à Monza comme on arrive à la maison, dit Fisichella. J'y ai beaucoup couru en F3, j'ai eu l'occasion d'y piloter la Jordan-Peugeot en essais privés et cela s'est plutôt bien passé. C'est un tracé que l'on peut comparer à celui de Hockenheim où la Jordan-Peugeot s'est montrée très forte.»

«Le moteur Peugeot est très puissant, poursuit le pilote. Si je le trouvais difficile à piloter en début de saison, ce moteur est devenu plus docile grâce à une optimisation de la gestion électronique et aux différentes améliorations apportées par les gens de chez Peugeot au fil des courses. C'est le genre de moteur qu'un pilote de F1 souhaite avoir dans le dos. J'ai donc de bonnes raisons d'envisager ce Grand Prix sur une note optimiste.»

Quand vous parlez de pression au jeune italien, il ne s'en formalise pas outre mesure. Au contraire. «Elle sera peut-être importante mais j'ai le sentiment que celle-ci va me stimuler. Je la ressens comme quelque chose de positif», note l'intéressé.

En difficulté en début de saison, Giancarlo Fisichella a aujourd'hui trouvé ses marques. Sans doute commence-t-il à acquiescer cette expérience sans laquelle rien n'est possible. En Formule 1 surtout. Michael Schumacher, et le grand Ayrton Senna, avant lui s'étaient heurtés au même problème. «La principale difficulté lorsque l'on est intégré à une écurie de premier plan comme Jordan-Peugeot, c'est bien sûr l'obligation de résultats que l'on perçoit à chaque séance d'essais, à chaque Grand Prix», indique Fisichella.

EN BREF

LIGUE NATIONALE

Mardi

Philadelphia 5 N.Y. Yankees 0
Pittsburgh 6 Cleveland 4
Atlanta 5 Detroit 0
Montréal 6 Boston 5
Cincinnati 4 Kansas City 0
Chicago Cubs 9 Minnesota 3
N.Y. Mets 8 Toronto 5
Florida 3 Baltimore 2 (10 m)
St. Louis 6 Chicago White Sox 1
Milwaukee 4 Houston 2
Texas 13 Los Angeles 12
Colorado 7 Anaheim 2

Hier

Detroit 12 Atlanta 4
Chicago Cubs 10 Minnesota 6
Philadelphia 5 N.Y. Yankees 4
Cleveland 7 Pittsburgh 3
Montréal 1 Boston 0
Cincinnati 6 Kansas City 3
Houston 4 Milwaukee 0
Toronto à N.Y. Mets
Chicago White Sox à St. Louis
Baltimore en Florida
Los Angeles au Texas
San Francisco à Oakland
San Diego à Seattle

Ce soir

Philadelphia (Bech 3-8)
à Montréal (Martinez 16-6), 19h35
Pittsburgh (Lieber 9-12)
à Cincinnati (Morgan 5-11), 19h35
St. Louis (Painter 0-0)
à Colorado (Wright 6-10), 21h05
Atlanta (Millwood 3-3)
à San Diego (Smith 5-5), 22h05
Houston (Hampton 11-9)
à San Francisco (Gardner 12-7), 22h05

Section Est				
G	P	Moy.	Diff.	
Atlanta	86	53	.619	—
Florida	82	55	.599	3
New York	75	62	.547	10
Montréal	70	68	.507	15 1/2
Philadelphia	53	82	.393	31

Section Centrale				
G	P	Moy.	Diff.	
Houston	71	68	.511	—
Pittsburgh	69	71	.493	2 1/2
St. Louis	64	74	.464	6 1/2
Cincinnati	61	76	.445	9
Chicago	57	83	.407	14 1/2

Section Ouest				
G	P	Moy.	Diff.	
Los Angeles	78	61	.561	—
San Francisco	76	62	.551	1 1/2
Colorado	70	70	.500	8 1/2
San Diego	65	74	.468	13

LIGUE AMÉRICAINNE

Ce soir

Anaheim (Hill 7-11)
à Detroit (Sanders 4-12), 19h05
Baltimore (Kivds 2-0)
à New York (Walls 14-8), 19h35
Texas (Helling 1-1)
à Toronto (Carpenter 1-6), 19h35
Seattle (Cloude 1-2)
à Minnesota (Hawkins 5-9), 20h05
Oakland (Haynes 2-3)
à Kansas City (Rusch 5-9), 20h05

Section Est				
G	P	Moy.	Diff.	
Baltimore	85	50	.629	—
New York	79	58	.577	7
Boston	67	73	.479	20 1/2
Toronto	65	72	.474	21
Detroit	65	73	.471	21 1/2

Section Centrale				
G	P	Moy.	Diff.	
Cleveland	72	63	.533	—
Milwaukee	70	68	.507	3 1/2
Chicago	69	69	.500	4 1/2
Minnesota	57	80	.416	16
Kansas City	56	80	.412	16 1/2

Section Ouest				
G	P	Moy.	Diff.	
Seattle	76	62	.551	—
Anaheim	74	65	.532	2 1/2
Texas	65	73	.471	11
Oakland	53	85	.384	23

Nouvel Alouette

Le second Henry Newby a signé un contrat avec les Alouettes, hier. Un vétérinaire de quatre saisons dans la Ligue canadienne de football, Newby vient d'être retranché par les Roughriders de la Saskatchewan. Il a participé au camp d'entraînement des Seahawks de Seattle de la NFL en 1996.

Hourrah Eddie

Eddie George a été proclamé le joueur offensif de la semaine dans l'Association américaine de la NFL pour avoir totalisé des gains au sol de 216 verges dans la victoire en prolongation des Oilers de la Tennessee contre les Raiders d'Oakland, dimanche. La performance de George est la deuxième meilleure lors des matchs de la première semaine dans l'histoire de la NFL. O.J. Simpson, des Bills de Buffalo, avait totalisé 250 verges, en 1973. Le demi défensif Shawn Wooden, des Dolphins de Miami, et le spécialiste des placements John Hall, des Jets de New York, une recrue, sont les autres joueurs de la semaine dans l'Association américaine. Le quart-arrière Troy Aikman, des Cowboys de Dallas, le second Stephen Boyd, des Lions de Detroit, et le spécialiste des retours de botté Bill Schroeder, des Packers de Green Bay, sont les joueurs de la semaine dans l'Association nationale de la NFL.

Young jouera-t-il ?

Le neurologue de Steve Young veut que le quart-arrière des 49^e de San Francisco rate le match de dimanche contre les Rams de St. Louis pour lui permettre de se rétablir de sa dernière commotion cérébrale. C'est ce qu'a indiqué l'agent de Young, Leigh Steinberg. Young a subi une troisième commotion cérébrale en 11 mois lors du match contre les Buccaneers de Tampa Bay, dimanche. Hardy Nickerson a donné un coup de genou sur son casque lors du cinquième jeu du match. Young a subi deux blessures à la tête la saison dernière contre Washington et Dallas.

Larkin opéré

Le joueur d'arrêt-court étoile des Reds de Cincinnati, Barry Larkin, qui est à l'écart du jeu pour le reste de la saison, a subi hier une opération au talon du pied gauche. Larkin devrait recommencer à courir dans huit à 12 semaines. Son nom a été inscrit sur la liste des blessés pour 60 jours, lundi.

Expos 1 Red Sox 0

Du grand Perez!

PRESSE CANADIENNE

Si Carlos Perez a connu quelques ratés dernièrement, il a prouvé hier soir qu'il avait retrouvé toute sa forme. Il n'a permis que deux coups sûrs aux Red Sox de Boston et a conduit les Expos à une victoire de 1-0.

C'était la 12^e victoire en 15 matchs dans les rencontres inter-ligues pour les Expos, qui ont mis un terme à la première expérience du genre avec la meilleure fiche des ligues majeures. Perez a mis fin à une série personnelle de quatre défaites et a permis aux Expos de compléter leur balayage de cette série de trois matches face aux Red Sox.

Perez a obtenu tout le support dont il avait besoin en attaque quand Mike Lansing a claqué son 17^e circuit en troisième, le 148^e de la saison des Expos, ce qui égale leur record de l'an dernier.

Perez (12-10) en était à son huitième match complet. Il n'est devancé à ce chapitre que par Pedro Martinez. Il a lancé son gant dans les airs après le dernier retrait pour souligner son exploit.

«Si nous avons obtenu autant de succès face aux équipes de la Ligue américaine, c'est que nous avons ob-

tenu de bonnes performances de nos lanceurs, a commenté Felipe Alou. Nous n'avons pas une vilaine équipe. Nos jeunes joueurs ont parfois commis des erreurs, mais rarement avons-nous vu notre équipe se battre elle-même.»

ÉTUDIANTS!

Abonnez-vous pour la rentrée scolaire

Soyez parmi les 2000 premiers étudiants à prendre un abonnement au Devoir et courez la chance de gagner un

Ordinateur VIRTUA Pentium 166-MMX

16mo EDO, disque dur de 2.1 Gig, carte vidéo ATI 3D expression 2mo, CD-Rom 12X, Fax-modem 33.6 avec voix, carte de son 16 bits stéréo, hauts-parleurs 100 watts, moniteur 15" SVGA, logiciel Windows 95 français.

Garantie de 3 ans pièces et main d'œuvre.

d'une valeur de 1900\$

En collaboration avec

DATA CAMPUS INFORMATIQUE

Voyez tous les détails aux kiosques du Devoir ou de Rabais campus qui seront de passage dans votre établissement scolaire.

Les dates de passage du Devoir ou de Rabais-campus dans votre établissement et les règlements du concours sont disponibles aux locaux du Devoir, 2050 de Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Tél.: 982-0180 ou 1-800-265-0180
Date limite: 15 octobre 1997
Le gagnant devra répondre à une question d'habileté mathématique pour mériter son prix.

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

	Aujourd'hui	Ce Soir	Vendredi	Samedi	Dimanche
MONTREAL	max 17	min 9	max 20	10/21	12/22

	Aujourd'hui	Ce Soir	Vendredi	Samedi	Dimanche
QUÉBEC	max 15	min 8	max 18	8/20	9/20

	Aujourd'hui	Ce Soir	Vendredi	Samedi	Dimanche
OTTAWA	max 17	min 7	max 20	10/21	12/22

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source